



Citizens' Climate Lobby Lobby Climatique des Citoyens

REQUEST FOR A MINIMUM AND INTEGRATED NATIONAL CARBON PRICE IN CANADA

Citizens' Climate Lobby applauds the Government of Canada's commitment to bring in 25,000 Syrian refugees. On March 2, 2015, Scientific American published a paper: "[Climate Change hastened Syria's Civil War](#)". Thus, we are also very appreciative of the government's commitment to tackle climate change within the first 130 days of taking office. We also applaud the [provinces' April 14, 2015 commitment](#) to work in partnership with the federal government on climate change.

The link between climate disruption and global security is well-established. In April 2008, Britain's [Royal United Service Institute warned](#) that a failure to acknowledge the threats of climate change to global security is as dangerous as neglecting the risks of terrorism or nuclear weapons proliferation. In 2011, in the United States, [A New Strategic Narrative for the 21st Century](#) was presented to the Joint Chiefs of Staff. It identified climate change as a key threat to global economic and political stability. In 2014, [the fifth Intergovernmental Panel on Climate Change](#) report detailed threats of climate change to global security and possibilities of violent conflict.

Citizens' Climate Lobby recognizes that complex national policies historically have first been introduced in the provinces and then rolled out nationally such as Canada's Medicare system. We applaud the provinces that have priced carbon pollution. However, we are concerned that there may be a piecemeal approach of provincial systems of varying stringency which could lead to failure.

There are [multiple options for reconciling a national carbon pricing system](#) with existing provincial carbon pricing programs. The most likely scenario for Canada, and the one that we support, is to integrate provincial and federal carbon pricing mechanisms. For instance, if the provincial price for carbon was lower than the federal fee, emitters would pay the federal level. If the provincial price rose above the federal level, emitters would have to pay the higher price.

Citizens' Climate Lobby are not alone in our call for a national price on carbon pollution.

- Sustainable Canada Dialogues, a consortium of 70 academics released a paper "[Acting on Climate Change: Solutions from Canadian Scholars](#)" called for a national carbon price.
- Canada's Suncor's [CEO called for a carbon tax](#) and separately Statoil, Royal Dutch Shell and other major oil companies in Europe [declared a need for carbon pricing](#).
- [Ecojustice](#), [Canadian Federation of University Women](#), [KAIROS](#), [Canada 2020](#) and [Canadians for Clean Prosperity](#) have all called for a national carbon tax over cap and trade
- The [Canadian Unitarians for Social Justice \(CUSJ\)](#) specifically support carbon fee and dividend.

Citizens' Climate Lobby urges the Canadian government to implement Carbon Fee and Dividend nationally.

Carbon Fee and Dividend is a revenue-neutral price on carbon that functions as follows:

- At the national level, a fee is placed on carbon-based fuels at the source (well, mine or port of entry)
- This fee increases steadily each year so that clean energy is cheaper than fossil fuels within a decade
- All of the money collected is returned to Canadians on an equitable basis.
- Under this plan most Canadians would break even or receive more in their dividend check than they would pay for the increased cost of energy, thereby protecting the poor and middle class.
- A predictably increasing carbon price will send a clear market signal which will unleash entrepreneurs and investors in the new clean-energy economy.
- Border tariffs on goods from countries without equivalent carbon pricing policies are applied to protect Canadian industries.

Citizens' Climate Lobby is grateful for your service to Canada and the world and for recognizing the link between global security, economic development and climate disruption and that tackling them all at the same time is 100% possible.

DEMANDE POUR UN PRIX NATIONAL MINIMUM ET INTÉGRÉ DU CARBONE AU CANADA

Le lobby climatique des citoyens applaudit le gouvernement du Canada pour son engagement à accueillir 25,000 réfugiés syriens. Le 2 mars 2015, *Scientific American* publiait le document : "[Climate Change hastened Syria's Civil War](#)". Nous sommes également très reconnaissants de l'engagement du gouvernement à lutter contre les changements climatiques dans les 130 premiers jours suivant sa prise de fonction. Lorsque le 14 avril 2015, les provinces se sont engagées à participer, en partenariat avec le gouvernement fédéral, à la lutte aux changements climatiques, nous nous sommes réjouis.

Le lien entre le dérèglement climatique et la sécurité mondiale est bien établi. En Avril 2008, l'institut *Royal United Service* de Grande-Bretagne nous prévenaient déjà que notre incapacité à reconnaître les menaces des changements climatiques est aussi dangereuse pour la sécurité mondiale que de négliger les risques de terrorisme ou de prolifération des armes nucléaires. En 2011, aux États-Unis, le rapport [A New Strategic Narrative for the 21st Century](#) a été présenté aux chefs d'état-major. Il identifiait les changements climatiques comme une menace essentielle à la stabilité économique et politique mondiale. En 2014, le *Cinquième groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat* énuméra en détails les différentes menaces que posent les changements climatiques pour la sécurité mondiale et le potentiel de conflits violents auxquels nous pourrions être confrontés.

Nous reconnaissons qu'historiquement au Canada, les politiques nationales plus complexes comme le système d'assurance-maladie ont d'abord été introduites au niveau provincial, avant d'être déployées à l'échelle nationale. Nous nous réjouissons que certaines provinces aient déjà instauré un système de tarifs sur la pollution au carbone. Cependant, nous craignons que cette approche fragmentaire, appliquée de manière variable d'une province à l'autre, puisse à terme mener le programme à l'échec.

Plusieurs options existent pour concilier un système national de tarification du carbone avec les programmes déjà existants des provinces. Le scénario le plus probable pour le Canada, et celui que nous soutenons, est d'intégrer les mécanismes de tarification du carbone provinciaux et fédéraux. Par exemple, si le prix provincial pour le carbone est inférieur à la taxe fédérale, les émetteurs paieraient au niveau fédéral. Si le taux provincial dépasse le niveau fédéral, les émetteurs défraieraient le prix plus élevé.

Le lobby climatique des citoyens n'est pas seul dans son appel pour une tarification nationale sur la pollution au carbone.

- Dialogues pour un Canada vert, un consortium de 70 universitaires ayant publié le document «Agir sur le changement climatique : Solutions d'universitaires canadiens», un plaidoyer pour une tarification nationale du carbone.
- Le PDG de Suncor Canada appelle à une taxe sur le carbone et aussi séparément Statoil, Royal Dutch Shell et d'autres grandes compagnies pétrolières en Europe ont exprimé un réel besoin d'une tarification du carbone.
- Ecojustice, la Fédération canadienne des femmes diplômées d'universités, KAIROS, Canada 2020 et Canadiens pour une prospérité propre ont tous appelé à une taxe nationale sur le carbone plutôt qu'un Système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre.
- Les Unitariens canadiens pour la justice sociale (CUSJ) soutiennent spécifiquement la taxe sur le carbone et dividendes

Le Lobby climatique des citoyens pour le climat exhorte le gouvernement canadien à mettre en œuvre un programme de tarification pour le carbone avec dividendes à l'échelle nationale:

Une taxe à revenu neutre sur les émissions carboniques fonctionne ainsi:

- Une taxe est imposée à la source sur les combustibles à base de carbone (puits, mines, ports de débarquement):
- Cette taxe augmente chaque année de façon constante, de sorte que l'énergie propre se révélera dans dix ans, plus économique que les combustibles fossiles:
- Tous les fonds amassés sont redistribués équitablement aux citoyens canadiens:
- Aux termes de ce plan, 66 % de tous les foyers auront couvert leurs frais ou recevront un chèque-dividende plus généreux que s'ils avaient dû défrayer le coût de plus en plus élevé de l'énergie. Cette solution protège les citoyens pauvres et ceux de la classe moyenne:
- Une hausse prévisible du prix du carbone enverra un signal clair au marché, qui mobilisera les entrepreneurs.

Le Lobby climatique des citoyens vous remercie du service que vous rendez au Canada et au monde entier en reconnaissant le lien existant entre la sécurité mondiale, le développement économique et le dérèglement climatique et qu'il est entièrement possible de lutter sur tous ces fronts à la fois.